

Parliament of Canada



Parlement du Canada

---

**Rapport de la visite  
au Panama et au Costa Rica  
du 16 au 25 janvier 2007**

**NOËL A. KINSELLA  
PRÉSIDENT DU SÉNAT**

L'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et une délégation de sénateurs ont fait une visite au Panama et au Costa Rica du 16 au 25 janvier 2007.

La délégation a l'honneur de présenter son

## **Rapport**

La délégation officielle, dirigée par le président Kinsella, était composée des personnes suivantes :

L'honorable Noël A. Kinsella, sénateur, président du Sénat,  
et M<sup>me</sup> Ann Kinsella;

L'honorable Raynell Andreychuk, sénatrice;

L'honorable William Rompkey, sénateur;

M<sup>me</sup> Janelle Feldstein, chef de cabinet du président du Sénat;

M<sup>me</sup> Kerrie Rodier, secrétaire de la délégation.

### **Contexte – Panama**

Le Panama jouit de gouvernements démocratiques depuis l'expulsion de l'administration Noriega en 1989. Grâce à sa situation au carrefour géographique entre l'Atlantique et le Pacifique, le Panama a pu développer une économie axée dans une large mesure sur les services. Il y a des chances que l'expansion prochaine du canal de Panama ait d'importantes retombées sur l'économie du pays. Le Canada a établi son ambassade au Panama en 1995. Le Canada et le Panama ont noué de solides liens économiques et leurs relations commerciales sont de plus en plus étroites. Le nombre de touristes canadiens qui font un séjour au Panama a quadruplé depuis 1999.

La visite de cette délégation du Parlement du Canada sous la conduite du président aura été une première canadienne au Panama.

### **Contexte – Costa Rica**

Le Costa Rica jouit d'une démocratie présidentielle stable depuis 1889. À la différence de bon nombre de ses voisins, le Costa Rica n'a pas l'habitude de la violation des droits de la personne ni des violentes dissensions civiles qui sont un legs du passé chez nombre de ses voisins. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a son siège à San José, au Costa Rica. Le Canada et le Costa Rica entretiennent des relations bilatérales constructives. L'année 2006 marquait le 50<sup>e</sup> anniversaire des relations bilatérales entre les deux pays. Le Canada et le Costa Rica, qui ont des relations commerciales solides et dynamiques, ont signé en 2002 un Accord de libre-échange. Chaque année, il y a plus de 50 000 touristes canadiens qui font un séjour au Costa Rica.

La visite de cette délégation du Parlement du Canada sous la conduite du président aura été une première canadienne au Costa Rica.

## **Objectifs de la visite**

Au cours de la visite, la délégation n'a pas manqué de souligner l'importance des relations entre le Canada et le Panama tout comme entre le Canada et le Costa Rica, et a cherché à intensifier le dialogue interparlementaire entre nos pays. Le programme de réunions et de rencontres correspondait aux vœux de la délégation, qui souhaitait discuter d'intérêts communs, particulièrement dans le domaine des droits de la personne et des échanges internationaux entre établissements d'enseignement postsecondaire, et s'instruire de première main sur les enjeux et les défis hémisphériques pour la région centraméricaine.

## **Réunions et rencontres – Panama**

Au Panama, la délégation a eu des entretiens avec Son Excellence M. Elías Castillo, président de l'Assemblée nationale, Son Excellence M. Samuel Lewis Navarro, premier vice-président et ministre des Affaires étrangères, M. Ricaurte Vásquez, ministre des Affaires du canal, M. Alberto Alemán Zubieta, administrateur de l'Autorité du canal de Panama, d'autres hauts représentants de l'Autorité du canal de Panama, M<sup>gr</sup> José Domingo Ulloa et M<sup>gr</sup> Pablo Varela Server, évêques auxiliaires de l'Archidiocèse de Panama, M. José Egurén, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le développement, M. Jorge Arosemena, directeur administratif de la Cité du savoir, M. Marco Fernández, associé chez INDESA, M<sup>me</sup> Catherine Potvin, chef du Programme de McGill à la Cité du savoir, et M<sup>me</sup> Virginia Machiavello, directrice du Recrutement international, St. Clair College. La délégation a également participé à des tables rondes avec les recteurs et de hauts représentants de plusieurs universités panaméennes ainsi qu'avec des représentants de divers groupes de la société civile.

## **Réunion avec Son Excellence M. Elías Castillo, président de l'Assemblée nationale**

Le président de l'Assemblée nationale, Son Excellence M. Elías Castillo, souhaite la bienvenue à la délégation canadienne. Il fait remarquer également la présence à la réunion du vice-président de l'Assemblée nationale, les présidents du Comité des relations extérieures et du Comité des droits de la personne, le président du Groupe d'amitié Panama-Canada ainsi que des députés représentant les partis de l'opposition. Le président Kinsella remercie le président d'accueillir la délégation et exprime son désir d'améliorer les relations entre le Canada et le Panama. Suit un bref échange sur le processus législatif et les questions de procédure à l'Assemblée nationale.

Le président présente d'autres membres de sa délégation, puis invite ses collègues à prendre la parole. La sénatrice Andreychuk rappelle que le Panama et le Canada sont unis par d'importants liens culturels et hémisphériques. Elle se réjouit à l'idée qu'il y aura un échange de vues sur les droits de la personne au long de la visite. Le sénateur Rompkey, qui fait remarquer son intérêt personnel dans le domaine de l'éducation, espère qu'il y aura des occasions pour le Canada et le Panama de collaborer à des projets de formation conjoints, étant donné tout particulièrement l'expansion prochaine du canal de Panama.

Le député Hector Alemán, président du Comité des relations extérieures, fait état du progrès et des changements récents au Panama, en insistant tout particulièrement sur

l'expansion prochaine du canal de Panama. Le président Kinsella dit espérer en apprendre plus long sur les objectifs que poursuit le Panama au sein des Nations Unies. Il fait part de ses réflexions sur le défi que représente actuellement la lutte contre le terrorisme parallèlement à la protection des droits de la personne chez les citoyens.

Le président Castillo souligne que le Groupe d'amitié Panama-Canada aimerait renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. Il évoque la contribution que le Groupe d'amitié Canada-Panama au Parlement canadien pourrait apporter à cette fin, en laissant entendre qu'on pourrait organiser des rencontres face à face entre les deux groupes tous les ans ou tous les deux ans, dans un pays et dans l'autre, en alternance. En terminant, il est question du programme du président et de la délégation pour leur séjour au Panama.

### **Réunion avec Son Excellence M. Samuel Lewis Navarro, premier vice-président et ministre des Affaires étrangères de la République du Panama**

Après les présentations d'usage, le président Kinsella dit espérer que le vice-président Lewis aura l'occasion de rencontrer le ministre Peter MacKay durant la prochaine réunion de l'Organisation des États américains (OEA) qui doit se tenir au Panama en juin. Il fait remarquer que le Panama et le Canada amorcent une relation nouvelle, créatrice, en ajoutant que le Canada serait heureux d'accueillir une délégation de membres du personnel des services de la procédure, des services du greffier et du personnel technique de l'Assemblée législative panaméenne.

Le vice-président Lewis soulève la question des négociations en cours pour la conclusion d'un accord « ciel ouvert », aux termes duquel il pourrait y avoir une liaison aérienne directe entre le Canada et le Panama. Les vols directs favoriseraient les voyages d'affaires et les voyages touristiques, et une plaque tournante panaméenne faciliterait l'accès du Canada à toute la région centraméricaine. L'ambassadeur du Panama au Canada a eu des entretiens à ce sujet avec le ministre Lawrence Cannon. Le vice-président Lewis signale que des entreprises canadiennes ayant des intérêts au Panama, comme la Banque Scotia et Lavalin, se sont déclarées en faveur de l'accord sur l'ouverture des espaces aériens. Il fait également observer que pour faciliter les voyages entre les deux pays, le Panama aimerait que le Canada envisage de traiter les demandes de visa au Panama, plutôt qu'à son ambassade au Guatemala comme c'est la pratique à l'heure actuelle. Le vice-président Lewis fait également remarquer qu'il y a des possibilités d'accroître la participation canadienne à l'éducation et à la formation au Panama.

La sénatrice Andreychuk félicite le vice-président pour l'élection récente du Panama au Conseil de sécurité de l'ONU et s'enquiert des priorités du Panama aux Nations Unies. Le vice-président répond que l'élection du Panama en tant que candidat de compromis était inattendue, et on en est encore à établir une liste de politiques et de priorités. Le renforcement de la démocratie, fait-il remarquer, de même que la lutte contre la pauvreté et la répartition inéquitable de la richesse dans la région font partie des questions importantes pour l'hémisphère. Le président Kinsella s'informe de la situation des populations autochtones au Panama. Le vice-président dit que la pauvreté de ces populations est un grand sujet de préoccupation, et que le gouvernement veille tout spécialement à orienter des fonds et des ressources vers ces collectivités. Il fait état de

certains programmes financés à même les recettes du canal qui ont réussi à augmenter la fréquentation scolaire des enfants autochtones.

En terminant, la délégation discute des solides relations que le Panama entretient avec les États-Unis et du fait qu'elles n'ont pas été un obstacle à ses rapports avec les autres pays de la région.

### **Réunion avec M. Ricaurte Vásquez, ministre des Affaires du canal, et M. Alberto Alemán Zubieta, administrateur de l'Autorité du canal de Panama (ACP)**

M. Alemán et M. Vásquez présentent les autres représentants qui assistent à la réunion, M. Manuel Benítez, administrateur adjoint, M. José Barrios, ing., directeur des Finances, et M. Jaime Quijano, directeur des Opérations. M. Alemán fait un exposé détaillé sur le passé, le présent et l'avenir du canal de Panama. Le canal, qui à l'origine relevait de la compétence américaine, se trouve sous contrôle panaméen depuis 1999. Un administrateur et un administrateur adjoint sont à la tête de l'Autorité du canal de Panama (ACP), dont la gestion a été confiée à un conseil d'administration de 11 membres.

Le président Kinsella s'enquiert du plan stratégique pour le canal. M. Aleman discute du tonnage croissant des navires qui transitent par le canal, en expliquant que l'expansion s'impose en raison de l'utilisation accrue de gros navires porte-conteneurs. Il souligne que l'expansion du canal, qui comportera l'aménagement d'une nouvelle voie et de nouvelles écluses, ne causera pas d'interruptions des services du canal. Le sénateur Rompkey s'informe des compétences requises des pilotes du canal et des universités navales privilégiées par l'ACP. La sénatrice Andreychuk s'informe des mesures de sécurité pour le canal. M. Aleman répond qu'on a recours à diverses mesures de haute technologie, dont un système d'identification automatique (SIA) des navires, et qu'on collabore étroitement avec le Conseil national de sécurité.

Les délégués et les représentants de l'ACP évoquent la concurrence entre le canal de Panama et le canal de Suez, tout comme la possibilité que le passage du Nord-Ouest entre dans la compétition. L'ACP a de bonnes relations avec l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. La discussion porte ensuite sur les futurs contrats pour le projet d'expansion. Il y aura cinq contrats pour l'excavation à sec (construction) et un pour l'aménagement d'écluses (conception et construction)

Après la réunion, la délégation se rend sur place pour observer les opérations du canal.

### **Rencontre avec M<sup>gr</sup> José Domingo Ulloa, évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Panama, et M<sup>gr</sup> Pablo Varela Server, évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Panama et recteur de la Universidad Católica Santa María La Antigua**

Faisant remarquer que M<sup>gr</sup> Varela est recteur de l'Universidad Católica Santa María La Antigua (USMA), le président Kinsella parle de son expérience comme professeur à l'Université St. Thomas et dit que l'éducation lui tient personnellement à coeur. Il signale que l'un des objectifs de sa visite est d'engager une discussion au sujet des échanges internationaux. Il cite des statistiques montrant que seulement 1 % des étudiants canadiens du niveau postsecondaire ont une expérience internationale quelconque en milieu universitaire et que seulement 5 % des étudiants du postsecondaire au Canada

viennent de l'étranger. Les étudiants d'universités canadiennes n'ont donc pas de contact avec les milieux universitaires étrangers. Le président Kinsella déclare craindre que le nouveau processus de Bologne ne décourage les étrangers d'étudier au Canada.

M<sup>gr</sup> Varela dit que son université s'intéresse beaucoup aux relations et aux échanges avec d'autres universités. L'enseignement des langues secondes intéresse particulièrement l'USMA. L'USMA est un petit établissement de 4 000 étudiants, mais ses diplômes sont reconnus à l'échelle internationale. M<sup>gr</sup> Varela fait remarquer que dans certains cas les étudiants participant à des échanges avec l'USMA paieront les droits de scolarité dans leur établissement d'origine. Il y a toujours transfert automatique de crédits entre établissements.

M<sup>gr</sup> Varela mentionne que le Canada a une bonne cote en Amérique latine, et que le Panama et le Canada ont des valeurs et des intérêts communs en matière de droits de la personne, de développement humain et de relations avec les peuples autochtones. Il parle de l'importance de renforcer la démocratie, la transparence et la participation populaire au régime politique.

### **Rencontre avec M. Marco Fernández, INDESA**

M. Fernández, associé chez INDESA, centre d'études et de recherches en économie, donne un aperçu de la conjoncture économique au Panama.

Avec ses 3 millions d'habitants, le Panama a la plus faible population de la région. Son économie repose pour 70 % sur les services et son produit intérieur brut (PIB) par tête est de 5 000 \$US. M. Fernández fait remarquer que le Panama est actuellement l'économie la plus dynamique d'Amérique latine, en bonne partie grâce à l'expansion imminente du canal. Le Panama profite actuellement d'une montée en flèche des investissements étrangers, provenant en particulier de la Colombie et du Venezuela. Le Panama est également signataire d'un important accord de libre-échange avec Singapour.

Il faut s'attendre à ce que des entreprises de Belgique et de Hollande se voient attribuer nombre des contrats aux fins du projet d'expansion du canal, car c'est une technologie mise au point dans ces pays qu'on utilisera pour les nouvelles écluses. M. Fernández fait remarquer que l'expansion créera des possibilités de coopération et de partenariat avec le Canada dans le domaine de l'exploitation minière, de l'hydroélectricité, de la réparation de navires et de l'aménagement de cales sèches.

### **Rencontre avec M. José Egurén, directeur, Programme des Nations Unies pour le développement**

La délégation et M. Egurén commencent par discuter du fait que le nouveau carrefour de l'ONU pour les Amériques et les Caraïbes sera situé au Panama dans le complexe de la Cité du savoir. M. Egurén songe à l'immense potentiel qu'offre le Panama en comparaison des autres pays de la région. Il y a toutefois des défis de taille à relever au pays, dont les plus gros tiennent à la disparité des revenus tout comme à la difficulté d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres éléments essentiels de l'infrastructure. Le président Kinsella demande où le Canada pourrait le mieux axer ses efforts pour aider le Panama. Selon M. Egurén, le Canada devrait collaborer avec les

politiciens panaméens afin qu'ils puissent s'inspirer de l'exemple du Canada quant aux systèmes de santé et d'éducation, et, par-dessus tout, en matière de transparence. Le Panama a de bonnes normes et règles, mais devra en améliorer l'exécution. M. Egurén considère la crédibilité et la réputation du Canada comme de précieux outils pour aider des pays tels que le Panama.

La sénatrice Andreychuk, cherchant à s'informer sur les réfugiés et les immigrants au Panama, demande si le pays observe les règlements du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). M. Egurén répond qu'il s'agit d'un problème; la plupart des réfugiés se voient accorder le statut de résident, mais pas la citoyenneté. Le Panama craint que l'immigration en provenance de la Colombie ne risque d'augmenter s'il devenait trop facile d'obtenir la citoyenneté panaméenne.

### **Rencontre avec M. Jorge Arosemena, directeur administratif, Cité du savoir**

M. Arosemena commence par la projection d'un court document vidéo donnant un aperçu de la mission et du travail de la Cité du savoir. L'installation est un complexe international pour l'enseignement, la recherche et l'innovation. C'est un organisme privé sans but lucratif dont les affaires sont gérées par un conseil. Le président Kinsella s'informe du financement de l'installation et M. Arosemena explique que la fondation n'est pas dotée de fonds : l'organisme tire le gros de ses revenus de la location d'immeubles à des organismes et des institutions. Le complexe de la Cité du savoir abrite diverses institutions, allant de programmes d'universités étrangères et nationales à des laboratoires de recherche scientifique et des organisations internationales. Notamment, les bureaux des Nations Unies pour l'Amérique centrale et les Caraïbes seront bientôt aménagés dans la Cité du savoir. La délégation et M. Arosemena discutent des possibilités qui seront créées par l'expansion du canal de Panama, et conviennent de l'importance de continuer à promouvoir les échanges d'étudiants dans le cadre de programmes d'éducation internationale.

### **Rencontre avec M<sup>me</sup> Catherine Potvin, chef du semestre d'études sur le terrain de McGill et responsable des étudiants de McGill**

La délégation se rend dans les locaux du programme du semestre d'études sur le terrain de l'Université McGill en sciences de l'environnement dans la Cité du savoir. Le programme est sous la direction de M<sup>me</sup> Catherine Potvin, professeur de biologie à McGill. M<sup>me</sup> Potvin parle des étudiants canadiens et panaméens inscrits au programme, en faisant remarquer que McGill n'y admet que les étudiants d'universités publiques pour donner accès aux étudiants de milieux moins favorisés. C'est le doyen de la Faculté des sciences qui assume le coût des cours de ces étudiants panaméens. M<sup>me</sup> Potvin signale également que le programme cherche à obtenir des fonds de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour certains de ses projets. Le président lui propose de communiquer directement avec la ministre Josée Verner pour l'inviter à venir visiter l'installation au Panama.

Les délégués engagent une discussion animée avec les étudiants sur leur expérience des études internationales. Les étudiants indiquent que les droits de scolarité élevés dans les universités étrangères et la difficulté à obtenir le transfert de crédits acquis à l'étranger font partie des obstacles à la participation d'étudiants canadiens aux échanges internationaux. Ils font remarquer que les étudiants du Québec ont plus

facilement accès à des prêts et des bourses pour les études internationales. Encouragés par les délégués, les étudiants font ensuite part de leurs réflexions sur les problèmes qui se posent dans les universités canadiennes, tels que les importants effectifs des classes et la difficulté à obtenir le transfert de crédits entre établissements canadiens. Enfin, la délégation consacre quelque temps à des entretiens particuliers avec des étudiants.

### **Rencontre avec M<sup>me</sup> Virginia Machiavello, directrice du Recrutement international, St. Clair College**

Le président Kinsella présente ses collègues, en expliquant que chaque membre de sa délégation s'intéresse et est associé personnellement au monde de l'enseignement. Il est préoccupé par le fait que si peu d'étudiants canadiens ont aujourd'hui une expérience internationale directe, grâce aux études à l'étranger, ou indirecte grâce au contact avec des camarades de classe de pays étrangers.

M<sup>me</sup> Machiavello convient que les établissements canadiens n'ont pas consacré assez d'efforts aux échanges internationaux, à l'exception du St. Clair College, un collège communautaire établi à Windsor, en Ontario. Le collège a lancé son programme au Panama il y a 10 ans, avec des cours d'anglais langue seconde. Il est aujourd'hui présent dans cinq endroits au Panama, où il offre maintenant des programmes de formation des enseignants et de cours d'anglais langue seconde. À l'époque de la réunion, M<sup>me</sup> Machiavello se trouve au Panama pour explorer d'autres domaines où le collège pourrait offrir de la formation. Le St. Clair College offre également un programme appliqué conjoint de maîtrise en affaires internationales en collaboration avec l'Université de Panama, dans le cadre duquel les étudiants suivent huit cours au Canada et quatre au Panama. Le collège espère offrir quelques cours à l'avenir dans la Cité du savoir. En réponse à une question du président, M<sup>me</sup> Machiavello reconnaît que les étudiants panaméens se heurtent effectivement à des problèmes et à des retards dans la délivrance des visas requis pour étudier au Canada.

Le fait que le Panama utilise le dollar américain et qu'il a l'expérience du travail avec des Nord-Américains crée un environnement propice aux programmes canadiens d'études internationales. M<sup>me</sup> Machiavello ajoute que l'habitude du travail en milieu bilingue au Canada est un atout, tout en faisant observer que l'incapacité à travailler en espagnol peut faire hésiter certains établissements canadiens.

### **Table ronde avec les recteurs et les représentants d'universités panaméennes**

Le président, la sénatrice Andreychuk et le sénateur Rompkey décrivent respectivement leur intérêt personnel pour l'éducation. Le sénateur Rompkey fait remarquer qu'il s'intéresse particulièrement à la situation des étudiants autochtones. M. Walker Young, premier secrétaire et consul à l'ambassade du Canada, donne un bref aperçu des programmes de coopération déjà en place entre universités canadiennes et panaméennes. En particulier, le St. Clair College et l'Université McGill offrent actuellement des programmes au Panama, tandis qu'il y a aussi eu des échanges et des programmes conjoints entre le Collège Douglas (Vancouver) et l'Universidad Latina de même qu'entre l'Université Carleton et l'Universidad Tecnológica de Panama.

Assistent à la réunion les recteurs et de hauts représentants des établissements suivants : l'Universidad Católica Santa María La Antigua (USMA), l'Universidad de Panama, l'Universidad Tecnológica de Panama (UTP), l'Instituto Nacional de Capacitación para el Desarrollo Humano (INADEH) et l'Université latino-américaine des sciences et de la technologie (ULACIT). Un représentant du ministère de l'Éducation est également présent.

Chacun des représentants d'universités parle de la mission, des objectifs et des programmes de son université. Tout le monde reconnaît l'intérêt de resserrer les liens entre universités canadiennes et panaméennes grâce à des échanges et à des programmes conjoints. La délégation apprend qu'il existe un réseau coopératif pour les universités centraméricaines. Le président Kinsella fait remarquer qu'il serait bon que les universités canadiennes communiquent avec ce réseau et que les universités panaméennes rencontrent à leur tour l'Association des universités et collèges du Canada pour discuter des possibilités de coopération future.

### **Table ronde avec des groupes de la société civile**

La délégation se réunit autour d'une table ronde avec les représentants de cinq groupes de la société civile. Les hauts représentants des organisations suivantes sont présents : Alianza Ciudadana Pro-Justicia, Transparencia Internacional, Centro de Estudios y Acción Social Panameño (CEASPA), Consejo Nacional de la Juventud (CONAJUPA), Caminemos Juntos, Comisión de Justicia y Paz. Le président invite chaque groupe à présenter le mandat et les projets actuels de son organisation. Suit une discussion de fond sur les défis et les enjeux actuels dans le domaine des droits de la personne. De l'avis de la plupart des participants, l'administration de la justice, les conditions de vie dans les établissements de détention et la marginalisation des autochtones constituent les plus graves sujets de préoccupation au Panama à l'heure actuelle.

### **Réunions – Costa Rica**

Au Costa Rica, le président Kinsella prend la parole devant l'Assemblée législative. La délégation s'entretient ensuite avec Son Excellence M. Oscar Arias, président du Costa Rica, M. Bruno Stagno, ministre des Affaires étrangères, M<sup>me</sup> Janina Del Vecchio, présidente du Comité des Affaires étrangères, M. Alexander Mora, président du Comité des affaires juridiques, M<sup>me</sup> Lesvia Villalobos, présidente du Comité des droits de la personne, M. le juge Sergio Garcia, président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, M. Luis Paulino Mora, président de la Cour suprême, M. Luis Solano, président du Tribunal constitutionnel, M<sup>me</sup> Sonia Picado, présidente de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Lisbeth Quesada, ombudsman, M. Daniel Soley, ombudsman adjoint, et M<sup>me</sup> Yamileth Gonzalez, rectrice de l'Université du Costa Rica. La délégation se rend également à l'Université des Nations Unies pour la paix.

### **Allocution à la séance plénière de l'Assemblée législative**

En signe du profond respect du Costa Rica pour le Canada, Son Excellence M. Francisco Pacheco, président de l'Assemblée, invite le président Kinsella à prendre la parole à une séance plénière de l'Assemblée législative.

Le président Kinsella prononce son allocution en espagnol. Il parle des défis à relever en vue de trouver un juste milieu entre la protection des droits de la personne et la lutte contre le terrorisme dans un univers marqué par les événements du 11 septembre. Après l'allocution du président, le président Pacheco parle des relations entre le Canada et le Costa Rica, en faisant remarquer que la coopération canadienne a joué un rôle important dans le développement du Costa Rica. Il souligne les apports de la Fondation Canada-Costa Rica et du CRDI, et rappelle à son auditoire que bien des Portoricains choisissent d'étudier au Canada. Il pense que le Costa Rica aurait beaucoup à apprendre de l'attitude respectueuse du Canada à l'égard du multiculturalisme.

### **Réunion avec Son Excellence M. Oscar Arias, président du Costa Rica, et M. Bruno Stagno, ministre des Affaires étrangères**

Le président Kinsella exprime l'espoir de voir s'intensifier les relations entre le Costa Rica et le Canada. Il explique que les droits de la personne et l'éducation internationale constituent les principaux thèmes de sa visite, et fait remarquer que les discussions au long de son séjour ont été très fructueuses. Le président Arias dit que l'universalisation de l'enseignement secondaire au Costa Rica d'ici 2010 fait partie de ses priorités. Il en va de même pour l'enseignement postsecondaire.

Le ministre Stagno se dit enchanté de la visite du président, qualifiant le Canada de solide allié et ami. Il décrit le Costa Rica comme un pays victime de son propre succès. Maintenant que le Costa Rica a amélioré sa situation économique, il n'est plus admissible aux programmes d'aide et au financement d'organisations telles que l'ACDI, malgré que le taux de pauvreté se situe encore à 20 % au pays. Il touche un mot sur le « Consensus portoricain », plan proposé par le président Arias pour récompenser les pays en développement pour avoir canalisé des ressources vers les soins de santé et l'éducation. Il suggère l'idée d'une concertation triangulaire des efforts du Canada et du Costa Rica pour l'aide au développement dans d'autres pays de la région, tels qu'Haïti.

Le président Kinsella affirme que le premier ministre Harper considère les relations avec l'hémisphère occidental comme une priorité dans les relations étrangères du Canada. Il regrette que le Canada ne soit plus engagé dans la région et se déclare en faveur de la signature par le Canada de la Convention interaméricaine des droits de l'homme. Il estime que les pays doivent concevoir des moyens novateurs pour venir à bout de problèmes tels que la pauvreté aux quatre coins du monde.

La sénatrice Andreychuk demande au président ce qu'il pense des changements récents dans les Amériques. Le président Arias répond que la démocratie n'a pas « tenu ses promesses » dans la région, citant les hauts taux de pauvreté, les bas niveaux de scolarisation et la faible imposition des riches comme sources de grande préoccupation. Il fait remarquer par ailleurs qu'il est essentiel pour la région de songer à l'avenir de Cuba après Castro. En réponse à une question du sénateur Rompkey, on aborde la question de l'environnement, tout particulièrement le réchauffement planétaire. Le ministre Stagno souligne l'importance du Protocole de Kyoto et préconise l'élaboration d'un plan post-Kyoto.

En conclusion, le président remercie le président et le ministre pour le temps consacré à sa délégation, et les invite à faire un séjour au Canada dans un proche avenir.

**Réunion avec M<sup>me</sup> Janina Del Vecchio, présidente du Comité des Affaires étrangères, M. Alexander Mora, président du Comité des Affaires juridiques, et M<sup>me</sup> Lesvia Villalobos, présidente du Comité des droits de la personne**

M<sup>me</sup> Del Vecchio signale l'intérêt du président Kinsella pour les droits de la personne dès le début de la séance. Le président fait remarquer que le Costa Rica est chef de file en la matière. Il est ensuite question de la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic, et des mesures prises par le Costa Rica dans ces domaines. Le président exprime le désir de voir se multiplier les échanges entre le Canada et le Costa Rica.

En réponse à une question de la sénatrice Andreychuk au sujet du trafic d'enfants et de la traite des femmes, M. Mora mentionne un projet visant à modifier le code criminel au Costa Rica, qui prévoira de plus lourdes peines de prison pour les crimes d'agression sexuelle et de prostitution juvénile. Puis il passe brièvement en revue quelques programmes du président Arias destinés à promouvoir l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Il fait également allusion au « Consensus portoricain », plan où le président propose que les pays en développement qui consacrent d'importants fonds à l'amélioration des soins de santé et de l'éducation se fassent récompenser par une renégociation avantageuse de leurs dettes internationales.

Mme Villalobos souhaite la bienvenue à la délégation au nom de son Comité. Elle donne un bref aperçu de certains des projets récents du Congrès et de l'administration Arias, dont un projet de subventions pour accroître la fréquentation scolaire des enfants et un projet de système de contingentement pour accroître la participation féminine au Congrès. Il y a actuellement 22 députées à l'Assemblée nationale sur un total de 57 députés.

Le président Kinsella parle de son intérêt pour la promotion des échanges universitaires entre le Canada et le Costa Rica. M<sup>me</sup> Del Vecchio signale son intérêt personnel pour l'éducation – ancien professeur, elle a déjà été rectrice de l'Université du Costa Rica. Elle convient que ces échanges favorisent la mondialisation et contribuent à la réussite des étudiants.

**Rencontre avec M. le juge Sergio Garcia, président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme**

Le président Kinsella commence par faire référence au rapport du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, où il est recommandé que le Canada devienne signataire de la Convention interaméricaine des droits de la personne. La sénatrice Andreychuk ajoute que des membres du Comité se sont rendus à la Cour pendant la rédaction du rapport et qu'ils ont été fort impressionnés par ses travaux. M. Garcia est d'avis que la présence du Canada au sein de cette organisation judiciaire serait très importante, tant pour la Cour que pour les autres pays membres. Il fait remarquer que d'autres pays ont signé la Convention sous réserves et qu'il serait acceptable que le Canada en fasse autant.

Le président Kinsella s'informe du financement de la Cour. M. Garcia répond que la Cour reçoit des fonds de l'OEA, de pays des Amériques et de certains pays de l'UE. Les États-Unis ne font pas partie des contributeurs. M. García signale également que la Cour a commencé à tenir des séances extraordinaires dans d'autres pays de la région.

La sénatrice Andreychuk demande dans quelle mesure on fait exécuter les jugements de la Cour. M. Garcia répond que cela s'est amélioré au cours des dernières années, puisque plus de pays acceptent les décisions de la Cour comme exécutoires.

Après la réunion, la délégation assiste à une séance de la Cour pour en observer les délibérations.

### **Rencontre avec M. Luis Paulino Mora, président de la Cour suprême, et M. Luis Solano, président du Tribunal constitutionnel**

M. Mora se montre tout disposé à échanger des idées avec la délégation canadienne, faisant remarquer que le Costa Rica a entrepris d'améliorer son système judiciaire. Le président dit à ses hôtes que le premier ministre Harper souhaite aussi vivement établir des relations plus étroites avec ses collègues d'autres pays.

M. Solano fait un exposé détaillé sur la nature du travail accompli par le Tribunal. Au Costa Rica, le Tribunal constitutionnel est le tribunal qui a compétence en matière de droits de la personne. La délégation s'intéresse particulièrement à la manière dont le Costa Rica applique au pays les conventions internationales sur les droits de la personne. Le Costa Rica a adopté une législation prévoyant que toute convention ou déclaration internationale ou tout pacte international qu'il aura signé fera partie intégrante du droit national. La délégation engage une discussion avec les juges sur les politiques costaricaines et canadiennes en matière de droits de la personne.

### **Rencontre avec M<sup>me</sup> Sonia Picado, présidente de l'Institut interaméricain des droits de l'homme**

M<sup>me</sup> Picado et le président Kinsella discutent d'abord de la participation canadienne à l'OEA. Le président cite le rapport du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, où il est recommandé que le Canada devienne signataire de la Convention interaméricaine des droits de l'homme, sous réserves. Il se déclare en faveur d'une participation accrue du Canada à l'OEA. M<sup>me</sup> Picado convient que la participation canadienne au système interaméricain des droits de l'homme pourrait être très bénéfique. La sénatrice Andreychuk signale les difficultés qui seront à surmonter au Canada, surtout celles que posent l'article 4 et les affaires de compétence provinciale.

Il est ensuite question des cours de formation offerts et des sujets traités par l'Institut. Le président Kinsella et M<sup>me</sup> Picado discutent des possibilités de collaboration et d'échanges entre l'Institut et les réseaux canadiens de promotion et de défense des droits de la personne.

### **Rencontre avec M<sup>me</sup> Lisbeth Quesada, ombudsman, et M. Daniel Soley, ombudsman adjoint, Defensoría de los Habitantes**

La délégation fait le tour complet de l'installation de la Defensoría, où elle découvre le travail qu'on y accomplit pour la protection des droits des groupes de personnes marginalisées au Costa Rica. La Defensoría est une institution publique chargée de protéger les Portoricains contre la violation de leurs droits par le secteur public. Il s'agit essentiellement d'un organe de médiation qui reçoit les plaintes et fait des recommandations d'après les résultats de ses enquêtes. Une réponse doit être fournie, même si ses recommandations ne sont pas exécutoires.

M<sup>me</sup> Quesada et M. Soley parlent à la délégation des difficultés que pose l'obtention de fonds suffisants pour la Defensoría et de la législation récemment adoptée pour l'établissement d'une commission des droits de la personne au Costa Rica.

M<sup>me</sup> Quesada signale les divers points sur lesquels pourrait être envisagée une collaboration avec cette nouvelle commission. Le président Kinsella explique le rôle des ombudsmans au Canada.

## **Visite de l'Université des Nations Unies pour la paix**

Le recteur par intérim et concitoyen canadien Georges Tsai fait visiter les installations de l'Université à la délégation. Il en profite pour discuter de l'histoire, des programmes et de la mission de l'établissement. L'Université compte actuellement 17 étudiants canadiens. La délégation a aussi l'occasion de rencontrer quelques membres du corps professoral de l'établissement.

On invite ensuite le président, la sénatrice Andreychuk et le sénateur Rompkey à prendre la parole devant un groupe d'étudiants inscrits au programme de maîtrise en droit international. Le président Kinsella raconte son expérience de l'affaire *Lovelace* et en explique les incidences au Canada. Il fait des remarques plus générales sur la nature des droits de la personne et le rôle de la société civile. La sénatrice Andreychuk parle de la formation du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, et discute de l'objet et des travaux du Comité au sein du Parlement. Suit une période animée de questions et réponses.

## **Rencontre avec M<sup>me</sup> Yamileth Gonzalez, rectrice de l'Université du Costa Rica**

La délégation a ensuite un déjeuner de travail avec la rectrice de l'Université du Costa Rica, université d'État importante et très respectée. Le président Kinsella manifeste son vif intérêt pour l'accroissement des échanges internationaux d'étudiants. Il propose l'élaboration d'une politique-cadre pour faciliter les échanges d'étudiants entre le Canada et le Costa Rica. Il explique qu'il préconise un système dans lequel les étudiants pourraient payer les droits de scolarité à leur université d'origine pendant leurs études à l'étranger.

## **Conclusion et remerciements**

La délégation tient à remercier tout le personnel de l'ambassade du Canada au Panama et au Costa Rica pour les efforts qu'il a déployés afin que cette visite soit un grand succès. Des remerciements tout particuliers sont adressés à Son Excellence M. Jose Herrán-Lima, ambassadeur du Canada au Panama, de même qu'à M. Walker Young, premier secrétaire et consul. À l'égard du Costa Rica, la délégation aimerait exprimer sa gratitude à Son Excellence M. Mario Laguë, ambassadeur, et à M. Robert Richard, chargé d'affaires, a.i.

Les membres de la délégation ont quitté le Panama et le Costa Rica avec la certitude que leur visite aura contribué à l'intensification et à la dynamisation des relations parlementaires entre nos pays.

Le tout respectueusement soumis,

Le président du Sénat,  
Noël A. Kinsella

## Dépenses de voyage

Visite au Panama et au Costa Rica, du 16 au 25 janvier 2007,  
d'une délégation parlementaire dirigée par l'honorable  
Noël A. Kinsella, sénateur, président du Sénat

|                                |                     |
|--------------------------------|---------------------|
| <b>DÉPLACEMENTS</b>            | <b>22 703,03 \$</b> |
| <b>HÉBERGEMENT</b>             | <b>11 949,86 \$</b> |
| <b>INDEMNITÉS QUOTIDIENNES</b> | <b>2 920,35 \$</b>  |
| <b>PROTOCOLE</b>               | <b>7 706,76 \$</b>  |
| <b>FRAIS DIVERS</b>            | <b>2 185,44 \$</b>  |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>47 465,44 \$</b> |